

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 2024
DÉLIBÉRATION N°2024-30

Le 15 novembre 2024 à 09h30, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Mathieu Gallet.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	M. Lartigau	M. Pujolar	Mme Bosdecher
	M. Etcheçaharreta	M. Gallet	M. Leÿs
	M. Potier	M. Rouger	M. Compagnon
	M. Déloye	M. Ferrié	Mme Gaudin
	M. Lefèvre	Mme Nakanabo Diallo	Mme N'Diaye
	Mme Pistre	Mme Duval	M. Gauthier
	Mme Ollivier- Gouagna	Mme Païro	M. Ballet
	M. Froment	Mme Hébert	
Es qualités	Mme Dupouy-Labat	M. Jardiné	Mme Couderc
	M. Darbon		

Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Mme Bertrand Dorléac (à M. Gallet)	Mme Colin (à M. Potier)	Mme Duchesne (à M. Compagnon)
	Mme Lecis Cocco Ortu (à Mme N'Diaye)	M. Tiberj (à M. Déloye)	Mme Papin (à M. Potier)
Absents n'ayant pas donné procuration	Mme Cuvier		

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 SEPTEMBRE 2024

Vu l'article 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'université et établissements.

DÉCIDE

Article unique :

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 27 septembre 2024 est adopté.

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	29
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	29
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

